



AVERTISSEMENTS AGRICOLES®

POUR DE BONNES PRATIQUES AGRICOLES



PICARDIE

Bulletins Techniques des Stations d'Avertissements Agricoles n° 22 du 9 septembre 2002 - 04 pages

Phénologie

Stade: La sénescence du feuillage s'accroît sur toutes les variétés.

Soyez vigilant sur variétés féculières (KAP-TAH), des symptômes sur tiges sont observés.

Mildiou

Le coin des modèles

La période humide (brouillard et pluie) de la semaine dernière a favorisé le développement du mildiou.

Selon Guntz-Divoux, des contaminations successives sont enregistrées du 4 au 8 septembre.

D'après Milsol le potentiel de sporulation demeure important sur l'ensemble des secteurs : les risques épidémiques persistent.

Prévisions climatiques

Après une journée pluvieuse, Météo France annonce le retour d'un temps sec pour la semaine et ce jusqu'au week-end.

Appui à l'interprétation du modèle

Le potentiel de sporulation est élevé, et le restera compte tenu de l'importance des dernières contaminations. Par conséquent, **il convient de maintenir une protection soignée.**

Préconisations pour les parcelles que l'on veut maintenir en végétation

TOUTES VARIETES

► **Poursuivez un renouvellement à 7 jours avec un dithiocarbamate à 1600 g de m.a.**

Préconisations pour les parcelles où la date de défanage est proche

TOUTES VARIETES

► **Dans le cas où des symptômes de mildiou ont été observés, préférez l'emploi des produits type fluazinam (SHIRLAN) ou cyazofamide (RANMAN). Ces produits permettent de minimiser les attaques de mildiou sur tubercules. Un renouvellement à 7 jours est conseillé.**

► **Dans le cas contraire, maintenez une protection avec un mancozèbe.**

► **Pour les parcelles où le défanage est en cours, maintenez une protection fongicide jusqu'à dessiccation complète des fanes.**

Mildiou

Les risques sont toujours présents.

Réglementation

Informations sur le retrait des produits phytopharmaceutiques en 2003

Situation épidémiologique poste par poste
(d'après Guntz-Divoux)

Postes climatiques	Génération	Date dernières Contaminations	Date prévue de sortie de tache	Potentiel de sporulation
Amiens (Boves)	14ème	4,5,8/09	à partir du 10/09	fort
Attily	15ème	4,5,6,8/09	à partir du 10/09	fort
Ebouleau	15ème	5,6/09	à partir du 11/09	fort
Forté	15ème	du 4 au 8/09	à partir du 10/09	fort
Froidmont	15ème	5/9	à partir du 11/09	fort
Inval	15ème	4,5,6,8/09	à partir du 10/09	fort
Marcelcave	16ème	4,5,6,8/09	à partir du 10/09	fort
St Just	13ème	5,8/09	à partir du 11/09	fort
Vauvillers	17ème	4,5,6,8/09	à partir du 10/09	fort
Verdilly	13ème	4,5/09	à partir du 10/09	fort
Vic sur Aisne	12ème	5,8/09	à partir du 11/09	fort
Villeroy (77)	12ème	5,8/09	à partir du 11/09	fort
Villiers le Sec	14ème	4,5,8/09	à partir du 10/09	fort
Villers Bocage	16ème	4,5,6,8/09	à partir du 10/09	fort

Ministère
de l'Agriculture
Service Régional de la
Protection des Végétaux

Allée de la Croix Rompue
533, rue St Fuscien
BP 69
80092 AMIENS
CEDEX 3
Tél : 03.22.33.55.97
Fax : 03.22.33.55.56
E-mail : srp.v.draf-
picardie@agriculture.gouv.fr
Notre site : www.srpv-
picardie.com

Imprimé à la station
d'Avertissements
Agricoles d'AMIENS
Directeur gérant :
Christophe MARTINET
Publication périodique
C.P.A.P. n°1823AD
ISSN n°07576609

Tarif Courrier 55 €
Tarif Fax 55 €
Tarif E-mail 55 €

03 40 2000-9099

P55

Spécial informations réglementaires sur les retraits de produits phytosanitaires

Parmi les différentes substances actives dont l'autorisation de mise sur le marché sera retirée en 2003 (document ci-joint), certaines concernent la production de la pomme de terre.

FONGICIDES :

- ⇒ *oxadixyl* : **PULSAN, SIRDATE**
- ⇒ *fenpiclonil* : **ELECTER L**

HERBICIDES :

- ⇒ *terbutryne* : **ZEPHIR**
- ⇒ *terbutryne* + *métobromuron* : **IGRATER 50**
- ⇒ *terbacile* (+ *linuron* + *monoluron*) : **CEDEXSOL**
liquide

INSECTICIDES :

- ⇒ *chlorfenvinphos* : **BIRLANE CE 40**
- ⇒ *disulfoton* : **DISYSTON, ILLIMANI**
- ⇒ *phosphamidon* : **DIMECRON 10**
- ⇒ *thiométon* (+ *tau-fluvalinate*) : **MAVRİK B**

La date limite de commercialisation de ces produits par les distributeurs est fixée au 31 mars 2003, et leur **utilisation au 31 décembre 2003.**

☒ **Il est recommandé de n'acquérir que la quantité de produit strictement nécessaire pour une campagne auprès de son distributeur.**

En effet, un produit non autorisé devient un déchet. Son élimination relève de la responsabilité du détenteur de ces produits.

En tout état de cause, **si des alternatives existent, il est recommandé de ne plus acquérir ces produits.**

Vous trouverez ci-joint une note sur la totalité des molécules retirées.

Retraits de produits phytopharmaceutiques en 2003

Une opération de retrait de produits phytopharmaceutiques du marché français est engagée par les pouvoirs publics, en partenariat avec les industriels, les distributeurs et les organisations professionnelles agricoles. Inédite par son ampleur, cette action s'inscrit dans le cadre communautaire de l'évaluation des substances actives.

Le contexte européen

En 1991, le conseil a adopté la directive 91/414/CEE relative au contrôle des produits phytopharmaceutiques. Ce texte vise à harmoniser au niveau européen l'évaluation des risques pour la santé et l'environnement des pesticides utilisés en agriculture, afin d'optimiser la protection de l'homme et des milieux.

Parmi les mesures adoptées figure l'évaluation européenne des substances actives, ainsi qu'une revue d'ensemble des substances existantes (sur le marché) en 1993. Ce programme de réexamen a été organisé en phases successives :

Phase 1 : cette phase concerne 90 substances actives les plus diffusées ou les plus problématiques. Le règlement communautaire n° 3600/92/CE en fixe les modalités

Phase 2 : cette phase concerne 148 substances actives (organophosphorés, carbamates, ainsi que certaines substances largement utilisées). Les règlements communautaires n°451/2000/CE et 703/2001/CE en fixent les modalités

Phase 3 : cette phase concerne environ 400 substances actives. Le règlement communautaire n°451/2000/CE en fixe les modalités

Phase 4 : 180 substances actives (produits naturels, rodenticides, phéromones, micro-organismes) sont concernés par cette phase, régie par le règlement communautaire n° 1112/2002/CE.

Chaque phase impose, en préalable à toute démarche d'évaluation, qu'une ou plusieurs sociétés notifient leur intérêt pour une substance, puis déposent un dossier complet d'évaluation. Ce dossier représente plusieurs centaines d'études dans les domaines de la physico-chimie, de la toxicologie, des effets sur l'environnement ou des résidus dans les aliments.

Les substances actives non défendues par les sociétés doivent être retirées du marché, dans la mesure où l'évaluation du risque prévue par la directive ne peut être effectuée. La date d'échéance de ce retrait a été initialement fixée au 25 juillet 2003, soit dix ans après l'entrée effective en vigueur de la directive.

Pourquoi des dispositions nationales ?

Le programme de retrait concerne, pour la France, 160 substances actives et 600 produits

phytopharmaceutiques. Si plusieurs produits ne sont d'ores et déjà plus commercialisés, la majeure partie d'entre eux est toujours effectivement utilisée par les agriculteurs.

Le rôle des pouvoirs publics consiste donc à mettre en place les conditions d'accompagnement national de ces retraits de produits, afin bien sûr de donner des repères précis aux différents acteurs, mais surtout à éviter que subsistent sur le terrain des produits non utilisés après l'échéance de 2003.

Le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales a donc adopté une série de dispositions, prises en cohérence avec le dispositif communautaire. Ces dispositions sont les suivantes.

Les dispositions

L'autorisation de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques contenant l'une des substances actives figurant dans le tableau 1 est retirée à compter du 15 juillet 2002, pour les catégories d'utilisation indiquées, dans les conditions suivantes :

Pour les produits	La date limite de commercialisation de ces produits est le	La date limite d'utilisation de ces produits est le
A usage agricole (cas général)	31 mars 2003	31 décembre 2003
Destinés à l'entretien des espaces verts (collectivités territoriales, parcs et jardins)	30 juin 2003	
Destinés aux jardiniers amateurs (titulaires de la mention « emploi autorisé dans les jardins »)	31 Octobre 2003	

Dispositions dérogatoires prévues par l'union européenne :

Certains produits, considérés comme essentiels pour une filière agricole, bénéficient d'une extension de la période d'utilisation, dont la date limite est fixée au 31 décembre 2007. Cette dérogation, appelée « dérogation pour les usages essentiels », est donnée :

- Pour une période de 4 ans
- Par Etat membre pour une série de couples « substance active – usage »
- Après une évaluation du risque pour l'homme et pour l'environnement
- Avec la garantie qu'une recherche d'alternatives sera développée.

Tableau 1 : liste des substances actives retirées du marché en 2003

Substance active	Catégorie	Substance active	Catégorie	Substance active	Catégorie
2-Benzyl-4-chlorophenol	Fongicide	Dimefuron	Herbicide	Nitraline	Herbicide
Acifluorfen	Herbicide	Disulfoton	Insecticide	Norflurazon	Herbicide
Ametryne	Herbicide	EPTC	Herbicide	Ofurace	Fongicide
Ampropylofos	Fongicide	Ethidimuron (aka Sulfodiazol)	Herbicide	Omethoate	Insecticide, Acaricide
Anilazine	Fongicide	Ethiofencarbe	Insecticide	Oxadixyl	Fongicide
Azaconazole	Insecticide, Fongicide	Ethirimol	Fongicide	Oxine de cuivre (oxine copper)	Fongicide
Azamethiphos	Insecticide	Fenfurame	Fongicide	Oxycarboxine	Fongicide
Bendiocarbe	Insecticide	Fenoxaprop	Herbicide	para tertiaire amyl phénate de sodium	Fongicide, Bactéricide
Benomyl	Fongicide	Fenpiclonil	Fongicide	Paraformaldehyde	Insecticide
Bensultap	Insecticide	Fenprothrin	Insecticide, Acaricide	Phosmetine	Herbicide
Benzoximate	Acaricide	Flamprop	Herbicide	Phosphamidon	Insecticide, Acaricide
Bioresmethrine	Insecticide	Fluazifop	Herbicide	Pyrimiphos-ethyl	Insecticide
Brofenprox	Acaricide	Fluoroglycofene	Herbicide	Profenofos	Insecticide
Bromacile (*)	Herbicide	Flupoxam	Herbicide	Prometryne (*)	Herbicide
Bromopropylate	Acaricide	Fluridone	Herbicide	Pyridafenthion	Insecticide, Acaricide
Butam	Herbicide	Fomesafen (*)	Herbicide	Pyrifenoxy	Fongicide
Chinomethionate	Acaricide, Fongicide	Fonofos	Insecticide	Quinalphos	Insecticide
Chloretazate	Régulateur de croissance	Formothion	Insecticide, Acaricide	Quizalofop	Herbicide
Chlorfenvinphos (*)	Insecticide	Fosamine	Herbicide	Sethoxydime	Herbicide
Chlormephos	Insecticide	Furalaxyl	Fongicide	Siduron	Herbicide
Chloroxuron	Herbicide	Furathiocarbe	Insecticide	Sulfotep	Insecticide, Acaricide
Chlorure de Chlorphonium	Régulateur de croissance	Haloxypol	Herbicide	Terbacile (*)	Herbicide
Chlorthiamide	Herbicide	Heptenophos	Insecticide	Terbufos	Insecticide
Cyanazine	Herbicide	Hexazinone (*)	Herbicide	Terbutryne	Herbicide
Cycloate	Herbicide	Huile anthracénique	Insecticide, Acaricide, Herbicide, Rodenticide	Tetrathiocarbamate de sodium	Nématicide
Dalapon	Herbicide	Hydramethylnon	Insecticide	Thiazafluron	Herbicide
delta-Endotoxine du Bacillus thuringiensis	Insecticide	Imazapyr	Herbicide	Thiocyanate de sodium	Herbicide
Dialifos	Insecticide, Acaricide	Isazofos	Insecticide	Thiofanox	Insecticide
Dichlofenthion	Insecticide	Isofenphos	Insecticide	Thiometon	Insecticide, Acaricide
Dichlofluanide	Fongicide	Mancopper	Fongicide	Thiophanate	Fongicide
Dichlorprop	Herbicide	Mepronil	Fongicide	Thiosulphate de sodium et d'argent	Herbicide
Diclobutazole	Fongicide	Methoprene	Insecticide	Tralomethrine	Insecticide
Dienochlore	Acaricide	Metobromuron	Herbicide	Triapenthenol	Régulateur de croissance
Diethion (*)	Insecticide, Acaricide	Metolachlore	Herbicide	Triforine	Fongicide, Acaricide
Difenamide	Herbicide	Metoxuron (*)	Herbicide	Vamidothion	Insecticide, Acaricide
Difenzquat	Herbicide	Mevinphos	Insecticide, Acaricide	Vernolate	Herbicide
Dikegulac	Régulateur de croissance	Monalide	Herbicide		
		Naptalame (*)	Herbicide		

Les préparations à base des substances actives marquées d'un astérisque (*) bénéficient, pour certains usages agricoles identifiés, d'un maintien de l'autorisation de mise sur le marché pour une période transitoire qui arrivera à échéance le 31 décembre 2007 (tableau 2 ci-dessous).

Tableau 2 : Dérogations obtenues par la France

Substance active	Usage
Bromacile	Lavande, lavandin et plantes assimilées : Désherbage
Chlorfenvinphos	Champignons, asperges, cresson, radis, épi nard, maïs doux, cornichon, courgette, oignon, échalote, céleri branche, céleri rave, poireau, persil, ail, chou, navet et légumes assimilés: Mouche de la carotte et du chou
Diethion	carotte, persil, céleri branche, céleri rave, poireau, oignon, échalote, ail, chou : Mouche de la carotte et du chou
Fomesafen	Soja, haricot et légumes assimilés : Désherbage
Hexazinone	Dégagement des forêts – conifères, lavande, lavandin, sauge, réglisse luzerne, canne à sucre et plantes assimilées : Désherbage
Métoxuron	Carotte : Désherbage
Naptalame	Melon (et plantes assimilées) : Désherbage
Prometryne	Céleri rave, céleri branche, lentilles, poireau : Désherbage
Terbacile	Plantes à parfum, aromatiques, médicinales et condimentaires : Désherbage

Pour en savoir plus :

Une série de documents est mise à disposition du public sur le site Internet du Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales :

<http://www.agriculture.gouv.fr>

- les différents règlements communautaires (format *.pdf)
- l'avis aux opérateurs précisant les dispositions adoptées en France, en cours de publication au Journal Officiel,
- la liste des produits phytopharmaceutiques retirés, par groupe de culture et par usage

Ces derniers documents feront l'objet d'une diffusion large auprès des instituts techniques agricoles, des organisations professionnelles agricoles et des distributeurs de produits.

Quelques conseils et rappels aux utilisateurs :

il est recommandé de n'acquérir que la quantité de produit strictement nécessaire pour une campagne auprès de son distributeur. En tout état de cause, si des alternatives existent, il est recommandé de ne plus acquérir ces produits. La liste des produits autorisés par usage agricole est disponible sur le site Internet du Ministère, ou auprès des instituts techniques agricoles.

Il est rappelé qu'un produit non autorisé devient un déchet. Le code de l'environnement prévoit que l'élimination des PPNU devenus déchets relève de la responsabilité du détenteur de ces produits.